

La dépendance aux métaux stratégiques quelles solutions pour l'économie ?

Déclaration du groupe CGT

L'Occident s'est développé en puisant dans les ressources fossiles de la planète. Le pétrole et le charbon ont fourni nos économies en énergie. Le pétrole et le gaz ont été et constituent encore des enjeux géopolitiques forts. Ainsi, en superposant la carte des conflits mondiaux à celles des sources de pétrole ou des tracés de gazoducs, l'adéquation quasi parfaite est éclairante. Pour exemple, les pays africains possédant de telles richesses parlent de « malédiction du sous-sol » car elles n'ont pas contribué au développement des pays et à l'élévation du niveau de vie des populations. Le plus souvent, elles ont été synonymes de guerres et de corruption.

En 1992 Den Xiaoping déclarait « Le Moyen-Orient a le pétrole, en Chine nous avons les terres rares ».

L'émergence massive de nouvelles technologies numériques, et l'impérieuse nécessité de prendre en compte les enjeux environnementaux, et donc de changer de mode de développement, mettent en tension différents métaux appelés de ce fait « métaux stratégiques ».

Nous émanciper des énergies fossiles ne doit pas nous conduire à une dépendance aux métaux rares indispensables pour les voitures électriques, les énergies renouvelables, les smartphones, tablettes ou autre objet connecté.

Il est donc essentiel d'avoir une véritable politique en la matière en France, en Europe et dans le monde, bâtie non plus sur des rapports de force mais sur le bien commun.

La CGT apprécie que l'avis reprenne l'idée qu'elle a portée en section : les ressources de la planète doivent être gérées comme des biens publics mondiaux de l'humanité.

Traiter le sujet des métaux stratégiques, c'est embarquer les besoins sociaux et les défis environnementaux dans la stratégie industrielle.

La recherche occupe une place centrale afin d'ouvrir de nouveaux horizons, de mieux valoriser la matière grâce à l'éco-conception, le recyclage, et l'économie de la fonctionnalité.....Ces aspects sont bien abordés dans l'avis.

Nous remercions le rapporteur qui n'a pas éludé des questions plus polémiques comme la réouverture de mines sur le sol français. En effet, comment assoir notre développement sur un besoin accru de ces métaux, sans se soucier des questions économiques (de coût et d'indépendance), des questions sociales (avec les conditions d'exploitation), ou des questions environnementales (de l'extraction au transport) ?

La réaffirmation du rôle de la puissance publique et du BRGM nous semble essentielle, comme un inventaire réactualisé de notre sous-sol.

Malgré les nombreux travaux disponibles, l'avis a réussi à ne pas être un document de plus, mais à se concentrer, à partir du socle existant, sur des préconisations opérationnelles, prenant toujours en compte les trois piliers du développement durable, et en ne s'interdisant pas des visions plus lointaines.

La CGT a voté cet avis.